



RAPPORT SUR LE TRAVAIL FORCÉ ET LE TRAVAIL DES ENFANTS

Mai 30, 2025

1RE PARTIE – RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA SOUMISSION

1 Ce rapport est destiné à : (obligatoire)

Remarque : Le terme « institution fédérale » a la même signification que dans le cadre de l'article 3 de la Loi sur l'accès à l'information.

- Une entité

2 Indiquer le nom légal de l'entité comptable ou de l'institution fédérale (obligatoire)

- MSH International (Canada) Ltd.

3 Année de déclaration (obligatoire)

Sélectionnez dans le menu déroulant l'échéance de déclaration applicable pour laquelle vous soumettez un rapport :

- 31 mai 2025

4 Exercice financier couvert par le rapport (obligatoire)

Remarque : Tous les rapports doivent faire référence aux activités entreprises au cours de l'exercice financier précédent de l'entité ou de l'institution fédérale. Les rapports peuvent être soumis au plus tard le 31 mai. Ainsi, la date de soumission du rapport déterminera sur quel exercice financier portera la déclaration.

- Du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024

5 S'agit-il de la version révisée d'un rapport déjà soumis au cours de l'année de référence? (obligatoire)

Remarque : La version précédente sera supprimée et les utilisateur·rice·s ne pourront plus la récupérer.

- Non

5.1 Si oui, à quelle date le rapport original a-t-il été soumis? (obligatoire)

- S.O.

5.2 Décrire les changements apportés à la soumission originale, y compris les sections du rapport original qui ont été révisées ou les changements apportés aux réponses au questionnaire (limite de 3 000 caractères). (obligatoire)

- S.O.

6 Pour les entités seulement : Numéro(s) d'entreprise (le cas échéant, indiquer le numéro d'entreprise de l'entité qui remplit ce questionnaire) :

- 814054342RC0002

7 Pour les entités seulement : S'agit-il d'un rapport conjoint? (obligatoire)

- Non

7.1 Si oui, indiquer le nom légal de chaque entité couverte par ce rapport. (obligatoire)

- S.O.

7.2 Identifier le(s) numéro(s) d'entreprise de chaque entité couverte par le présent rapport (le cas échéant).

- S.O.

8 Pour les entités seulement : L'entité est-elle également soumise à des obligations de rapport en vertu de la législation relative aux chaînes d'approvisionnement dans une autre juridiction? (obligatoire)

- Non

- 8.1** Si oui, sélectionnez la ou les lois qui s'appliquent. Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)
- S.O.
- 9** Pour les entités seulement : Laquelle des catégories suivantes s'applique à l'entité? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)
- Remarque : Si aucune de ces catégories ne s'applique à votre organisation, il se peut que vous n'ayez pas à faire de déclaration. Veuillez consulter les directives de Sécurité publique Canada à l'intention des entités pour confirmer vos obligations en vertu de la Loi avant de procéder à votre soumission.
- Présence commerciale au Canada (sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent) :
 - Dispose d'un établissement au Canada
 - Fait des affaires au Canada
 - Possède des actifs au Canada
 - Respect des seuils de taille (sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent) :
 - A disposé d'au moins 20 millions de dollars d'actifs pour au moins l'un de ses deux derniers exercices financiers
 - A employé en moyenne au moins 250 employé·e·s pendant au moins l'un de ses deux derniers exercices financiers
- 10** Pour les entités seulement : Dans quels secteurs d'activité l'entité exerce-t-elle? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)
- Finances et assurances
 - Sociétés d'assurance et activités connexes
- 11** Pour les entités seulement : Dans quel pays l'entité a-t-elle son siège ou son établissement principal? (obligatoire)
- Canada
- 11.1** Si au Canada : Dans quelle province ou quel territoire l'entité a-t-elle son siège ou son établissement principal? (obligatoire)
- Alberta
- 12** Pour les institutions fédérales uniquement : S'agit-il d'un rapport pour une société d'État fédérale ou la filiale d'une société d'État fédérale? (obligatoire)
- S.O.
- 12.1** Si oui, dans quels secteurs d'activité suivants la société d'État fédérale ou sa filiale exerce-t-elle? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)
- S.O.
- 12.2** Si oui, dans quelle province ou quel territoire la société d'État fédérale ou sa filiale a-t-elle son siège ou son établissement principal? (obligatoire)
- S.O.

2E PARTIE – RAPPORT ANNUEL

Rapport pour les entités

1 Lequel des éléments suivants décrit le mieux la structure de l'entité? (obligatoire)

- Entreprise

2 Lequel des éléments suivants décrit le mieux les activités de l'entité? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)

Remarque : Si une organisation n'est impliquée dans aucune des activités suivantes, il se peut qu'elle ne soit pas tenue de faire une déclaration en vertu de la loi sur les chaînes d'approvisionnement, même si elle répond à la définition d'entité. Les entités qui n'exercent pas ces activités, mais qui souhaitent soumettre un rapport dans un souci de transparence peuvent le faire en sélectionnant « Autre » ci-dessous et en décrivant plus en détail leurs activités dans le rapport PDF.

- Importation au Canada de marchandises produites à l'extérieur du Canada

3 Quelles mesures l'entité a-t-elle prises au cours de l'exercice financier précédent pour prévenir et réduire le risque que le travail forcé ou le travail des enfants soit utilisé à une étape quelconque de la production de biens au Canada ou ailleurs par l'entité, ou de la production de biens importés au Canada par l'entité? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)

- Réalisation d'une évaluation interne des risques de travail forcé et/ou de travail des enfants dans les activités et les chaînes d'approvisionnement de l'organisation
- Audit des fournisseurs
- Surveillance des fournisseurs

4 Veuillez fournir des informations supplémentaires décrivant les mesures prises (le cas échéant) (limite de 3 000 caractères).

- S.O.

5 L'entité dispose-t-elle actuellement de politiques et/ou de procédures de diligence raisonnable relatives au travail forcé et/ou au travail des enfants? (obligatoire)

- Non

5.1 Si oui, parmi les éléments suivants de politiques et/ou de procédures de diligence raisonnable, quels sont ceux que l'entité a mis en œuvre en ce qui concerne le travail forcé et/ou le travail des enfants? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)

- S.O.

6 L'entité a-t-elle identifié les parties de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement qui comportent un risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants? (obligatoire)

Remarque : Les entités sont invitées à indiquer si elles ont examiné la manière dont leurs activités et leurs chaînes d'approvisionnement pourraient potentiellement entraîner le travail forcé ou le travail des enfants (réel ou potentiel), y contribuer ou y être liées (directement ou indirectement). L'identification des parties des activités et des chaînes d'approvisionnement d'une entité qui présentent un risque n'indique pas que le travail forcé ou le travail des enfants a été ou est effectivement utilisé.

- Oui, nous avons entamé le processus d'identification des parties de nos activités et/ou de nos chaînes d'approvisionnement qui comportent des risques, mais il y a encore des lacunes dans nos évaluations

- 6.1** Si oui, l'entité a-t-elle identifié des risques de travail forcé ou de travail des enfants liés à l'un des aspects suivants de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)
- Fournisseurs (directs) de niveau 1
- 7** L'entité a-t-elle identifié des risques de travail forcé ou de travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement liées à l'un des secteurs d'activité suivants? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)
- Autre, veuillez préciser
- 8** Veuillez fournir des informations complémentaires sur les parties des activités et des chaînes d'approvisionnement de l'entité qui comportent un risque de recours au travail forcé ou au travail des enfants, ainsi que les mesures que l'entité a prises pour évaluer et gérer ce risque (le cas échéant) (limite de 3 000 caractères).
- Nous avons identifié les risques avec les fournisseurs directs d'équipements électroniques et de bureau et nous continuerons à nous efforcer d'identifier les risques émergents
- 9** L'entité a-t-elle pris des mesures pour remédier au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement? (obligatoire)
- Sans objet, nous n'avons identifié aucun cas de travail forcé ou de travail des enfants dans nos activités et nos chaînes d'approvisionnement
- 9.1** Si oui, quelles mesures correctives l'entité a-t-elle prises? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)
- S.O.
- 10** L'entité a-t-elle pris des mesures pour remédier à la perte de revenus des personnes et des familles les plus vulnérables résultant de toute mesure prise pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement? (obligatoire)
- Sans objet, nous n'avons identifié aucune perte de revenus des familles les plus vulnérables résultant de mesures prises pour éliminer le recours au travail forcé ou au travail des enfants dans nos activités et nos chaînes d'approvisionnement
- 11** L'entité dispense-t-elle actuellement une formation à ses employé·e·s sur le travail forcé et/ou le travail des enfants? (obligatoire)
- Non
- 11.1** Si oui, la formation est-elle obligatoire? (obligatoire)
- S.O.
- 12** L'entité dispose-t-elle actuellement de politiques et de procédures permettant d'évaluer son efficacité à garantir que le travail forcé et le travail des enfants ne sont pas utilisés dans le cadre de ses activités et de ses chaînes d'approvisionnement? (obligatoire)
- Non
- 12.1** Si oui, quelle méthode l'entité utilise-t-elle pour évaluer son efficacité? Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent. (obligatoire)
- S.O.



MSH International (Canada) Ltd.
150, rue King Ouest, bureau 602, C.P. 75
Toronto (Ontario) M5H 1J9

Date : Mai 30, 2025

Objet : Lettre d'attestation

Conformément aux exigences de la loi, et en particulier de son article 11, j'atteste que j'ai révisé les informations contenues dans le présent rapport pour l'entité mentionnée ci-dessus. Sur la base de mes connaissances et après avoir fait preuve d'une diligence raisonnable, j'atteste que les informations contenues dans le présent rapport sont véridiques, exactes et complètes à tous égards importants aux fins de la loi, pour l'année de référence mentionnée ci-dessus.

Nom complet : Pamela Kwiatkowski

Titre : Conseil d'administration

Date : 26 Mai 2025

J'ai le pouvoir de lier MSH International (Canada) Ltd.

A handwritten signature in black ink, appearing to be "P. Kwiatkowski", written over a horizontal line.

Pamela Kwiatkowski
Conseil d'administration